

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 6 AVRIL 1922.

---

Proposition de loi relative à la création d'une Université flamande à Anvers.

---

## DÉVELOPPEMENTS.

---

MESSIEURS,

D'aucuns s'en réjouiront, d'autres s'en affligeront : mais il est acquis par les votes des Sections et par les pointages, auxquels se sont livrés les journaux, que la proposition de flamandisation de l'Université de Gand est vouée à un échec certain.

Après avoir constaté ce fait, il convient de rechercher la solution du problème de l'enseignement supérieur flamand.

M. Mechelynck avait, à cette fin, déposé un projet de loi, dont le vice était de ne pas désigner le siège de l'Université flamande. Mais notre collègue, élu par l'arrondissement de Gand, cependant, exprimait nettement l'avis qu'il était « désirable de ne pas la fixer à Gand ». Il justifiait cette appréciation en ces termes : « La création de l'Université flamande, à côté de l'Université actuelle apparaîtrait comme une solution provisoire, et la coexistence de ces deux instituts d'enseignement supérieur dans la même ville serait de nature à provoquer entre professeurs et élèves des conflits qu'il est nécessaire d'éviter ».

Il serait, en effet, déplorable de créer entre les deux établissements une rivalité, dont les conséquences et les proportions apparaissent immédiatement lorsqu'on songe à la frénésie haineuse que fait naître, dans n'importe quel milieu, une discussion sur les questions de langues et de races. Est-ce que notre Chambre elle-même n'est pas instantanément gagnée par la fièvre, dès que s'esquisse un débat linguistique ?

Il convient aussi de constater que les bâtiments de l'Université de Gand sont totalement insuffisants pour y organiser le dédoublement des cours. Il faudra donc ou louer, ou bâtir. Et alors, dans une large mesure, tombe l'argument d'économie, invoqué au profit de la fondation d'une seconde Université à Gand même.

Or, s'il faut créer une seconde Université, s'il est indésirable que celle-ci soit édiée à Gand, il y a lieu de déterminer le siège qui lui convient le mieux, afin de faire œuvre définitive.

A tous les points de vue, Anvers est désigné à cet effet.

Géographiquement, la métropole flamande est presque idéalement le centre du pays flamand. Vers elle peuvent converger les étudiants du Limbourg et de la province d'Anvers à l'est, du Brabant flamand au sud, et des deux Flandres à l'ouest.

Personne ne méconnaîtra non plus qu'Anvers ne soit en une large mesure le foyer le plus ardent de la vie intellectuelle et artistique flamande.

Il est inutile, d'ailleurs, d'insister sur tous les avantages que présente notre métropole sous tous les aspects de la question.

Nous n'entendons pas omettre l'argument consistant à dire que l'Université de Gand dispose de tout un outillage scientifique (bibliothèques, laboratoires, instruments, collections, etc.) dont pourrait disposer la nouvelle Université, si elle était établie à Gand.

L'argument a une valeur incontestable, il serait déraisonnable de ne pas le reconnaître ; mais cet avantage doit-il contrebalancer, de façon décisive, les inconvénients signalés plus haut ? La question d'argent ne peut pas l'emporter, en matière d'enseignement spécialement, sur toutes les autres considérations.

Le problème de l'Université flamande doit être résolu ; il est devenu pour notre patrie une véritable plaie. Il n'est plus possible de retarder la réalisation d'une revendication, qui concerne un intérêt vital du peuple flamand. Qu'on réalise alors, de façon à créer une *solution définitive*. Et de grâce, qu'on ne nous propose pas, vis-à-vis d'une question si primordiale, un expédient ou une solution bâtarde : ce serait une véritable indignité, au bout d'une si longue période d'attente et devant un tel problème.

J'ajoute que si l'éveil de la conscience du peuple flamand doit conduire, comme beaucoup le prévoient, à l'extinction de l'Université française de Gand, par la désertion des étudiants à l'âme flamande, l'outillage et les collections de cette Université iront directement et nécessairement à l'Université flamande d'Anvers.

Nous nous demandons également, si pour outiller cette Université, il ne sera pas possible de créer à travers tout le pays, un mouvement d'intervention financière. Nous avons vu nos villes et nos communes voter, au profit des affamés de Russie, des souscriptions de 10 centimes par tête d'habitant. N'êtes-vous pas convaincu qu'en présence de l'intérêt vital de l'œuvre pour les Flandres et devant la nécessité inéluctable de fermer la plaie et d'apaiser les esprits dans ce domaine de l'enseignement supérieur flamand, toutes les villes et communes, *y compris les villes et communes wallonnes*, consentiraient le même effort financier, soit une fois, soit pendant plusieurs années consécutives ? Le sacrifice serait si minime et les résultats si importants et si bienfaisants, qu'il serait facile d'organiser la croisade que nous venons de suggérer. L'expérience fructueuse de la solidarité belge au profit des enfants russes est là pour l'attester.

Il existe un groupement flamand qui, après les votes des Sections, a nettement formulé une thèse extrémiste : « Gand ou rien ». C'est le transfert dans le

domaine linguistique, de la tactique bolcheviste. Nous appartenons à l'école des réalisations pratiques, en matière politique et sociale, comme en matière linguistique.

Nous avons la conviction que ce sera pour le peuple flamand une bénédiction de voir naître, au sein de la grande Métropole flamande, une Université pour les enfants de toute la Flandre; et l'œuvre aura été l'œuvre commune de tous, puisque la Wallonie, par le vote de ses élus comme plus tard par la contribution de ses villes, aura également été un de ses artisans.

Nous terminons enfin en déclarant que, tenant compte des difficultés financières du moment, nous proposons de marcher par étapes et de créer progressivement les diverses facultés qui composent l'Université, aux termes de la loi du 15 juillet 1849.

Les facultés de philosophie et de droit n'exigent guère que des bibliothèques comme outillage scientifique; qu'on débute en posant les assises de ces facultés et que, petit à petit, on étende l'enseignement supérieur flamand aux autres facultés, pour le plus grand bien du relèvement intellectuel du peuple flamand.

LÉON MEYSMANS.

---

(1)

**ANNEXE AU N° 170.**

**Proposition de loi relative à la création d'une Université flamande à Anvers.**

**ARTICLE PREMIER.**

Il y a, outre les Universités de Gand et de Liège, établies conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 juillet 1849 sur l'enseignement supérieur, une Université flamande aux frais de l'État; elle a son siège à Anvers.

**ART. 2.**

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> de la dite loi, ses facultés seront organisées progressivement, par arrêté royal.

**BIJLAGE VAN N° 170.**

**Wetsvoorstel tot oprichting van eene Vlaamsche Universiteit te Antwerpen.**

**EERSTE ARTIKEL.**

Buiten de Hoogescholen van Gent en van Luik, welke overeenkomstig artikel 1 der wet van 15 Juli 1849 op het hooger onderwijs zijn gevestigd, wordt, op 's Rijks kosten, eene Vlaamsche Hoogeschool opgericht te Antwerpen.

**ART. 2.**

Bij afwijking van artikel 1 van gemelde wet worden de faculteiten er geleidelijk ingericht bij Koninklijk besluit.

LÉON MEYSMANS.

F. ELBERS.

FRANZ FISCHER.

M. UYTROEVER.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 6 APRIL 1922.

---

Wetsvoorstel tot oprichting van eene Vlaamsche Universiteit te Antwerpen.

---

## TOELICHTING

---

MIJNE HEEREN,

Bij sommigen zal het vreugde, bij anderen treurnis baren, doch uit de stemmingen in de afdeelingen, alsmede uit de navorschingen door de dagbladen gedaan, is het klaar gebleken, dat het wetsvoorstel tot vervlaamsching van de Gentsche Hoogeschool onvermijdelijk tot mislukking is gedoemd.

Dit feit eenmaal vastgesteld, dient men naar de middelen te zoeken om voor het vraagstuk van het hooger onderwijs in de Vlaamsche taal eene oplossing te vinden.

De heer Mechelynck had met dit doel een wetsvoorstel ingediend, waarvan de zwakke zijde was dat het niet den zetel van de Vlaamsche Universiteit aanduidde. Maar onze collega, die nochtans een gekozene is voor het arrondissement Gent, gaf duidelijk de meening te kennen dat « het niet wenschelijk was de Universiteit te Gent te vestigen. » Deze zijne meening staafde hij door navolgende woorden : « eene Vlaamsche Hoogeschool naast de bestaande oprichten zou als een voorloopige oplossing voorkomen ; en het naast elkaar bestaan van deze twee instellingen voor hooger onderwijs in dezelfde stad zou tussehen leeraars en studenten geschillen kunnen doen oprijzen, welke behooren vermeden te worden. »

Het ware, inderdaad, te betreuren, moest tussehen de twee instellingen ijverzucht oprijzen, waarvan de ver strekkende gevolgen ons onmiddellijk duidelijk worden, wanneer men bedenkt wat al haat en verbittering, in welk midden dan ook, wordt opgezweept door eene bespreking van de taal- en rasvraagstukken. Wordt onze Kamer zelf niet plotseling door koorts aangegrepen van zoodra een taal-debat maar wordt aangeraakt ?

Ook dient te worden aangemerkt dat de gebouwen der Gentsche Universiteit volkomen ontoereikend zijn om er de verdubbeling der leergangen in te richten. Bijgevolg zal men moeten huren of bouwen. En dan valt in ruime mate het

bewijs van bezuiniging, dat wordt aangevoerd tot oprichting van een tweede Universiteit te Gent zelf.

Nu, indien een tweede Universiteit moet worden opgericht, indien het niet wenschelijk is deze te Gent te vestigen, dan moet men den zetel vaststellen, die er best toe geschikt is om de hoogeschool tot een duurzaam werk te maken.

In alle opzichten is Antwerpen daartoe aangewezen.

Uit geographisch oogpunt beschouwd is de Vlaamsche handelsstad schier het ideale centrum van het Vlaamsche land. Tot haar kunnen uit het Oosten de studenten toestroomen van Limburg en van de provincie Antwerpen, uit het Zuiden die van Brabant, uit het Westen die van beide Vlaanderen.

Verder zal niemand ontkennen dat Antwerpen in ruime mate het sterkste brandpunt is van het Vlaamsche intellectueele leven en van Vlaanderens kunst-wereld.

Het is trouwens overbodig aan te dringen op al de voordeelen die Antwerpen te dien aanzien in alle opzichten aanbiedt.

Wij willen het argument niet terzij laten, dat zegt, dat de Gentsche Universiteit over eene ganschewetenschappelijke toerusting beschikt (bibliotheeken, laboratoria, werktuigen, verzamelingen, enz.) waarvan de nieuwe Universiteit, werd zij te Gent gevestigd, gebruik kon maken.

Dit is een bewijs dat op onbetwistbare gronden rust, en het ware onredelijk zulks niet te erkennen. Doch, kan dit voordeel genoegzaam opwegen tegen de hooger aangehaalde bezwaren? De geldkwestie mag, vooral in zake onderwijs, al de andere beschouwingen niet verdringen.

Het vraagstuk der Vlaamsche Universiteit moet worden opgelost, daar het een ware kanker is geworden voor het land. Niet langer mag de verwezenlijking van een levenseisch voor het Vlaamsche volk worden verdaagd. Welnu, dat men dan de verwezenlijking zoek in eene *definitieve oplossing*. En dat men voor zulk gewichtig vraagstuk niet kome met voorstellen die slechts lapmiddelen of plaasters zijn op een houten been : met het oog op de zoo lange vertraging en op de belangrijkheid van het vraagstuk ware dit eene schande.

Ik voeg eraan toe dat, indien de bewustwording van het Vlaamsche volk de vlaamschvoelende studenten de Fransche Universiteit doet verlaten en aldus deze instelling zal teniet doen, — zooals velen het voorzien — de werktuigen en verzamelingen van deze Universiteit rechtstreeks en noodzakelijkerwijs naar de Vlaamsche Universiteit van Antwerpen zullen overgebracht worden.

Insgelijks vragen wij ons af, of het niet mogelijk is door gansch het land heen op geldelijke tusschenkomst aan te dringen om deze Universiteit toe te rusten. Onze steden en dorpen hebben wel inschrijvingen aanvaard van 10 centiem per inwoner ten voordeele van de Russische uitgehongerden. Zijt gij er niet van overtuigd dat, tegenover het levensbelang van het vraagstuk voor Vlaanderen, en tegenover de niet te ontwijken noodzakelijkheid de wonde te heelen en de gemeederen op het gebied van het Vlaamsch hooger onderwijs te bedaren, al de steden en gemeenten, *met inbegrip van de Waalsche steden en gemeenten*, den zelfden geldelijken last op zich zouden nemen, 't zij éénmaal, 't zij gedurende verschillende achtereenvolgende jaren? Het offer zou, ten aanzien van den zoo belang-

rijken als weldoenden uitslag, zoo gering wezen, dat men deze door ons voorgestelde beweging gemakkelijk aan den gang zou kunnen brengen. Dit blijkt uit de vruchtdragende ervaring van België's solidariteit ten voordeele van de Russische kinderen.

Er bestaat eene Vlaamsche groep die, na de stemmingen in de afdeelingen, zonder omwegen eene extremistische stelling heeft voorgestaan : « Gent of niets! » Aldus wordt de taalkwestie eenvoudig in de bolsjewistische richting gebracht. Wij behooren tot de school der practische uitslagen zoowel op taalgegebied als op politiek en sociaal gebied.

Wij hebben de overtuiging dat de oprichting van eene Universiteit voor al de kinderen van Vlaanderen, in de groote Vlaamsche metropool, een zegen wezen zal voor het Vlaamsche volk; daarbij zal het een gemeenschappelijk werk wezen, vermits Wallonië, door de goedkeuring zijner afgevaardigden evenals later door de bijdragen zijner steden, insgelijks tot de oprichting zal hebben medegewerkt.

Ten slotte verklaren wij dat, met het oog op de hedendaagsche financieele moeilijkheden, wij voorstellen trapsgewijze te werk te gaan, en de onderscheidene faculteiten die, luidens de wet van 15 Juli 1849 eene Universiteit samenstellen, geleidelijk in te richten.

De faculteiten van de wijsbegeerte en de rechten eischen, als wetenschappelijke toerusting, niet veel meer dan bibliotheken; dat men beginne met de grondslagen dezer faculteiten te vestigen en langzamerhand het Vlaamsch hooger onderwijs uitbreide tot de andere faculteiten, tot grooter welzijn der verstandelijke opbeuring van het Vlaamsche Volk.

LEO MEYSMANS.

---